



Valdai | Discussion
Club

www.valdaiclub.com



GUERRE ET PAIX AU XXI^e SIÈCLE

STABILITÉ INTERNATIONALE
ET ÉQUILIBRE D'UN TYPE NOUVEAU

RAPPORT DU CLUB DE DISCUSSION VALDAÏ

Les auteurs

Le rapport est préparé par le groupe
de recherche de la Fondation
de développement et de soutien
du Club de Discussion Valdaï:

Oleg Barabanov

Timofey Bordachev

Fyodor Loukianov

Andrey Sushentsov

Dmitry Suslov

Ivan Timofeev

Rédacteur Exécutif

Fyodor Loukianov

Directeur de recherches
de la Fondation de développement
et de soutien du Club de Discussion Valdaï

Une version préliminaire du texte a été
discutée lors de la XII Assemblée Annuelle
du Club de Discussion Valdaï à Sotchi
en octobre 2015 et y a été finalisée.

Président du Conseil de la Fondation
de développement et de soutien
du Club de Discussion Valdaï

Andrey Bystritskii

Préface

Il y a deux cents ans, l'Europe était le centre du monde. Elle faisait alors son entrée dans une nouvelle ère historique. La succession de tempêtes politiques, sociales et idéologiques qui ont secoué le Vieux Continent à partir de la fin du XVIII^e siècle a engendré des guerres impliquant toutes les nations européennes éminentes. Le Congrès européen de Vienne, qui a duré plusieurs mois et fut interrompu par des aggravations de conflits, devait poser les bases d'un nouvel ordre de développement du continent. Les chefs d'État et les diplomates voulaient établir un système de relations permettant de régler les inévitables conflits entre les grandes puissances sans confrontation directe – ou, au moins, d'en minimiser les dommages. Les changements à l'œuvre au sein des structures étatiques engendraient de nombreuses menaces à la stabilité, émanant notamment des acteurs non systémiques.

L'importance des événements dépassait le cadre de la diplomatie pure. Le monde était au seuil de profonds changements touchant aussi bien au caractère des sociétés qu'à la structure économique et aux technologies. à l'horizon se profilaient déjà des idées destinées à jouer un rôle crucial dans l'histoire des XIX^e et XX^e siècles. Bouleversement le plus important : ce n'étaient plus **des seigneurs ni même des États qui s'avançaient sur la scène de l'Histoire mais des peuples ayant conscience de leurs intérêts et commençant à se sentir coauteurs du sujet.**

Aucun des empereurs, des chanceliers et des ministres réunis à Vienne ne pouvait prévoir ce que deviendrait le monde cinq, dix, trente ou cent ans plus tard. Mais ils avaient conscience de la responsabilité qui reposait sur eux et ressentaient le mouvement du temps. Or ce temps avait de plus en plus d'exigences envers ceux qui revendiquaient le droit de déterminer le cours des événements.

Plus d'un demi-siècle plus tard, le grand écrivain russe Léon Tolstoï, passionné par la philosophie de l'histoire et la mécanique des processus mondiaux, s'est tourné vers cette période dans son roman *Guerre et Paix*.

Sans être d'avis que l'Histoire était faite par des individus et sans nourrir non plus la conviction fataliste d'une certaine prédétermination divine, il voyait les racines du développement historique dans la somme des aspirations de millions d'individus.

« Pour l'Histoire, les volontés humaines se meuvent suivant des lignes dont une extrémité se cache dans l'inconnu. à l'autre extrémité, la conscience de la liberté dans le moment présent se meut dans l'espace, le temps, la causalité », écrivait-il. La dialectique de la liberté et de la nécessité de ce que nous sommes à même de changer, d'une part, et de ce qui est objectivement inévitable, d'autre part, est au centre du roman et de la compréhension générale de l'Histoire par Tolstoï.

Cette dialectique est très contemporaine. Car deux cents ans après les guerres napoléoniennes, l'humanité se retrouve à l'aube d'un tournant similaire. Chacun sait que des changements fondamentaux sont à venir, mais personne n'est encore capable de les comprendre ou, au moins, de dessiner les contours de l'avenir. Tout le monde veut la paix mais chacun a sa propre vision du chemin qu'il convient d'emprunter pour y parvenir. Et les acteurs non systémiques sont aujourd'hui à la portée de la fracture historique. Daech, une structure exigeant la révision radicale des frontières, des systèmes politiques, des relations sociales et des repères moraux a montré au monde son visage bestial.

Le processus historique est objectif, non linéaire et irréversible, affirme Tolstoï, il ne peut pas être stoppé au profit d'un aspect bénéfique pour quelqu'un (en d'autres termes, il n'y a aucune « fin de l'histoire »). Il se compose des aspirations et des passions de millions de gens, il est mu « par une force égalant tout le mouvement des peuples » (aujourd'hui, on parlerait à cet égard de polycentrisme de plus en plus diversifié et de développement de la démocratisation internationale).

Une époque historique cruciale représente toujours une incertitude, des risques et des opportunités. Le prix de l'erreur augmente lors de telles périodes. De nombreux processus et phénomènes, même très importants, deviennent secondaires, alors que passe au premier plan la question fondamentale de la politique et de la diplomatie – la question de la guerre et de la paix. Il est primordial de comprendre la logique de l'histoire et la responsabilité des dirigeants publics afin d'orienter les efforts, conformément à cette logique, vers la survie de l'humanité, le maintien de la paix et le renforcement des fondements du progrès universel.

Les objectifs de la politique

Contrairement aux illusions du XX^e siècle, les objectifs de la politique ne sont plus de créer un paradis, mais d'éviter un enfer sur Terre. Les crises militaires, politiques et économiques des dernières années montrent que la stabilité est difficile à assurer, même dans les régions traditionnellement calmes comme l'Europe et l'Amérique du Nord. Le caractère néfaste des expérimentations globales telles que les missions militaro-politiques effectuées au nom du communisme, du libéralisme, du califat ou d'autres idéologies dogmatiques est flagrant.

La concurrence entre les grandes puissances, mais aussi les provocations provenant de pays petits et moyens ou encore les défis transfrontaliers sont toujours des sources de menaces globales. Ils demandent des réponses prenant la forme de positions pesées et convenues. Les puissances mondiales existent et se développent dans des conditions trop différentes. Les communications mondiales n'aident pas à mieux s'entendre ; pis encore, elles effacent pratiquement la capacité de comprendre correctement son interlocuteur. En découle le risque de mal apprécier les intérêts et les menaces réciproques en termes de sécurité. Toute tentative de construire des relations sur une base idéologisée et non pragmatique mène inévitablement à l'impasse qu'est l'escalade de la violence. Résultat : les échecs en politique étrangère et les guerres se multiplient.

Le « moment hobbesien » est arrivé. Pas tant par l'augmentation du nombre de conflits, de guerres et de leurs nouvelles formes, mais avant tout par l'absence d'entente sur les normes de coopération entre les principaux acteurs. Le jeu continue, sans règles. Les principaux pôles de puissance ont parfois des points de vue diamétralement opposés sur ce qui est permis ou non, sur les normes fondamentales de la vie internationale et sur ce qui se passe dans le monde. La lutte contre des menaces non systémiques, l'affaiblissement des adversaires traditionnels, la ferveur et l'avancée des intérêts géopolitiques s'entremêlent dans un ensemble de contradictions et de doubles standards : on en arrive au point où les tentatives de parvenir à certains objectifs réduisent les chances d'en atteindre d'autres.

Dans le même temps, **tout le monde est uni par des intérêts primordiaux communs tels que le maintien de la paix, la lutte contre l'instabi-**

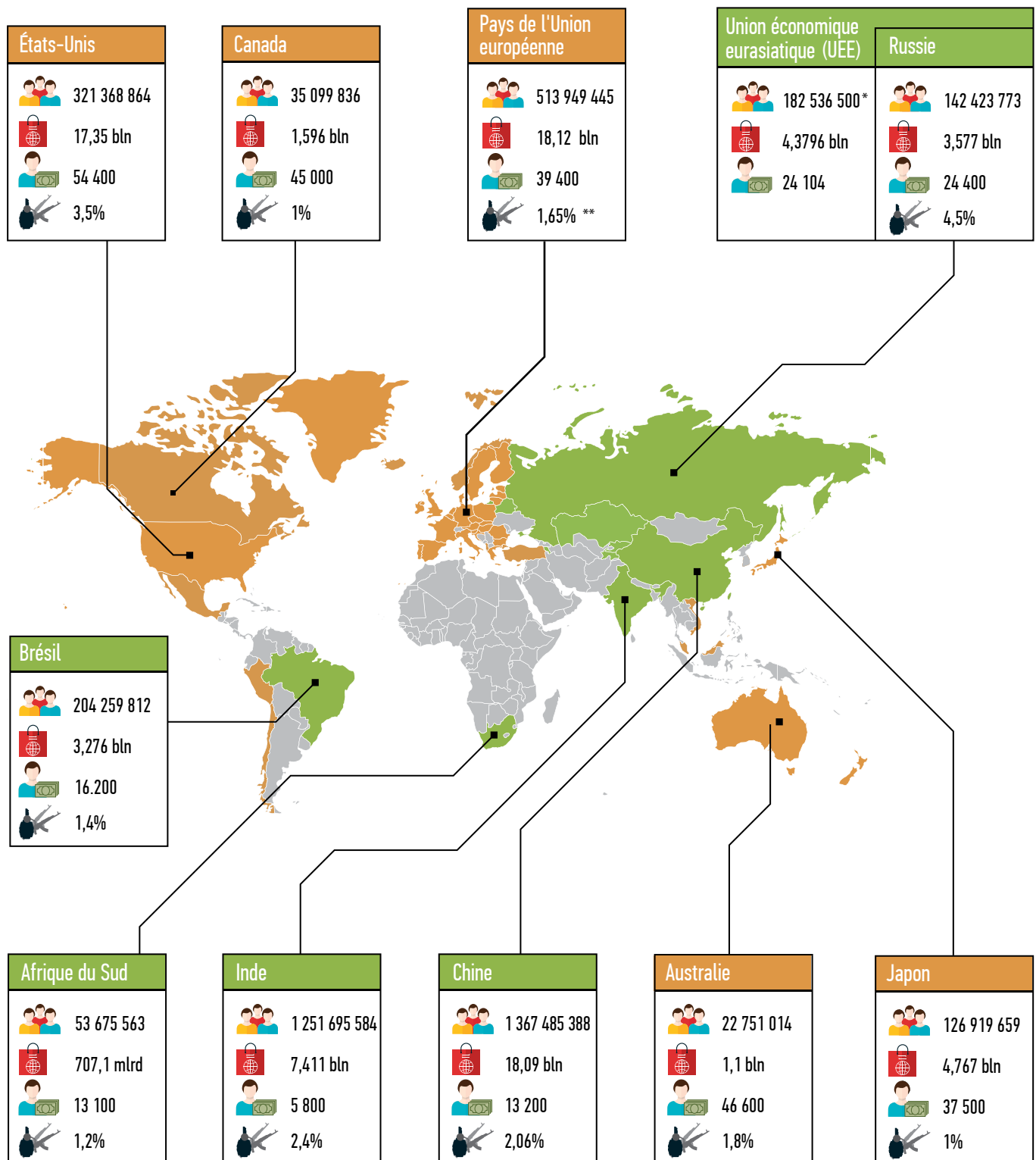
lité – notamment contre les organisations terroristes qui montent en puissance – et la création de conditions pour un développement durable. Seul un consensus entre les grandes puissances mondiales sur les règles de conduite mutuelle et d'usage de la force permettra de garantir ces intérêts. Il n'y a pas d'alternative dans les conditions actuelles. Sans ce consensus global, la politique globale tomberait en chute libre.

Le monde se trouve à un croisement : l'accumulation des problèmes intérieurs chez les leaders mondiaux actuels, couplée à la montée en puissance des pôles de puissance non occidentaux, conduira-t-elle à une explosion révolutionnaire ? Ou bien les changements seront-ils lents et systémiques ? Pour l'instant, l'Occident maintient sa supériorité. Mais deux tendances érodent cette position : le déclin relatif des alliés américains, de l'UE jusqu'au Japon, et la réduction de l'écart entre eux et les pays des BRICS en termes d'influence sur les processus mondiaux.

Au sein de la société occidentale, on constate une montée de l'intolérance envers les agissements des grands pays non occidentaux revendiquant leur autonomie dans les affaires internationales – parfois même quand ces derniers cherchent simplement à affirmer leurs propres intérêts à proximité immédiate de leurs frontières, ce qui auparavant était un droit allant de soi pour toute puissance sérieuse. Ainsi, dans le domaine de la sécurité, la principale source d'irritation se trouve à la périphérie des puissances émergentes. La situation dans l'espace postsoviétique et en mer de Chine méridionale préoccupe l'Occident, qui promet des garanties informelles aux petits voisins de la Russie et de la Chine. Ces discussions poussent Moscou et Pékin à penser que l'Occident veut les contenir.

La fracture révolutionnaire de l'ordre mondial centré sur l'Occident n'est pas fatale : la voie des réformes est encore possible. Il ne s'agit pas seulement de la dissuasion nucléaire réciproque de la Russie et de l'Occident, qui réduit considérablement la probabilité d'une guerre. Les BRICS eux-mêmes ont longtemps tiré profit du système mondial actuel. Cependant, le recours de plus en plus important aux sanctions en tant qu'outil politique a incité bien des pays à considérer l'interdépendance comme une source de pression et de vulnérabilité susceptible de porter atteinte aux bases de l'ordre économique mondial, de même que les initiatives de créer des

CENTRES MONDIAUX DE LA PUISSANCE



Etats-membres de: OTAN, Partenariat transpacifique, UE

Etats-membres de: BRICS, OTSC, OCS, UEE

Population (juillet 2015)
* 01.01.2015

PIB (PPA, \$, 2014)

PIB par habitant
(\$, 2014)

Dépenses de défense
(%, 2014)

** 2012

Sources: <http://www.eurasiancommission.org/>, <http://www.sipri.org/>, <https://www.cia.gov/>

méga-blocs commerciaux et économiques visant à formuler de nouvelles règles mondiales plus universelles.

Les divergences entre le noyau du système mondial et les puissances émergentes ont également un caractère idéologique. Les acteurs mondiaux n'entendent plus la même chose par « stabilité », « sécurité », « progrès » ou « démocratie ». L'Occident s'appuie sur un concept global du développement du monde et des valeurs à promouvoir, mais l'effet est de plus en plus inverse. Le non-Occident sait exactement à quoi il s'oppose, mais n'a pas encore de notion commune et complexe de la manière dont tout doit être organisé. Même s'il cherche à le formuler. Sur la scène internationale, on remarque de plus en plus la divergence entre les notions de « liberté » et de « justice » : la première sert d'étendard à la société occidentale, la seconde de slogan aux États non occidentaux émergents.

La crise ukrainienne de 2014–2015, pour la première fois depuis 25 ans, a remis à l'ordre du jour le problème de la sécurité militaire en Europe. La Russie et l'Occident se sont retrouvés face à la perspective d'une confrontation armée, qui s'est limitée à la première étape – la démonstration de force. Le risque d'une grande guerre en Europe qui, pensait-on, était

resté cantonné au XX^e siècle, est revenu à l'ordre du jour. La nouvelle phase du conflit syrien a encore compliqué la situation : pour la première fois, la Russie d'une part, les États-Unis et leurs alliés de l'autre menaient des opérations d'envergure dans le même espace. Et bien que les militaires russes et américains semblent avoir réussi à s'entendre sur une minimisation des risques, le danger d'une telle situation a été mis en évidence par le conflit russo-turc qui a éclaté après que la Turquie a abattu un bombardier russe.

Au bord du gouffre, la Russie et l'Occident se sont demandé selon quelles règles évoluerait le « grand jeu » et s'il y aurait des règles tout court. Pour l'instant, chacun formule la réponse de son côté.

Il faut chercher à sortir de la crise en se tournant vers sa source : la méfiance réciproque que nourrissent la Russie et l'Occident. L'expérience vécue après la Guerre froide prouve que la confiance ne peut naître sur la base d'une « capitulation inconditionnelle » idéologique et l'adoption par une partie des opinions et des concepts de l'autre. Les lacunes de cette approche sont visibles même au sein de l'UE où il n'y a pas eu d'unification mentale, sans parler des relations avec la Russie.

Les limites de la force

Les relations internationales, ces dernières années, invitent à remettre en question l'efficacité des moyens militaires et la capacité à parvenir à des fins politiques par des méthodes armées. Souvent par le passé, la décision de faire usage de la force (en Afghanistan, en Irak, en Libye et en Syrie) a été fondée sur un mauvais calcul ou sur un argument idéologique n'ayant strictement rien à voir avec les intérêts nationaux réels des participants.

Les guerres ne visant pas à s'emparer de territoires constituent un nouveau phénomène dans les relations internationales. L'un de ses sous-types est la guerre menée au nom des droits de l'homme – communément nommée « intervention humanitaire » ou « responsabilité de protéger ». La révolution dans le domaine militaire change l'image de la guerre. L'usage d'armes de haute précision et de

drones, le recours à des tactiques hybrides, la destruction de l'infrastructure informatique et de cibles situées dans l'espace sont considérés comme le scénario le plus plausible d'un conflit armé entre grandes puissances. L'élaboration de normes de conduite dans ces domaines est une nécessité absolue et d'intérêt commun.

La dissuasion nucléaire réciproque continue de fonctionner, même si dans le contexte des crises au Moyen-Orient et en Ukraine on a reparlé de l'usage d'arsenaux nucléaires dans des opérations réelles, pour la première fois depuis des décennies. Cependant, la principale nouveauté du XXI^e siècle réside dans les moyens non militaires d'écraser l'adversaire : l'isolement politique, économique et technologique. Quels sont, dès lors, le potentiel et les conséquences de la politique

de dissuasion pour le développement mondial ? Les sanctions règlent-elles les problèmes actuels ou ne font-elles que repousser leur règlement, voire aggraver le conflit ? L'interdépendance qui, pensait-on, devait pousser au compromis montre aujourd'hui sa face cachée : la possibilité et, souvent, la volonté d'infliger à son partenaire le plus grand préjudice possible.

La politique internationale contemporaine est universelle et totale. Les intérêts privés pénètrent de plus en plus la sphère de décision

quant à l'usage de la force. La pression sociale sur le gouvernement, les besoins en termes de politique nationale et la militarisation de la société civile impactent la politique étrangère et militaire de l'État. Hormis les structures étatiques, les facteurs non gouvernementaux – réseaux terroristes, rebelles et autres fanatiques solitaires – deviennent les principaux acteurs des conflits. Leurs capacités ne sont pas comparables au potentiel des États, mais l'ampleur des dommages infligés se révèle souvent beaucoup plus élevée.

Le monde des idées

En octobre 2014, le Club de discussion Valdaï posait une question fondamentale : « De nouvelles règles ou un jeu sans règles ? » Un an plus tard, il est permis de supposer que l'on avance aujourd'hui vers de nouvelles règles. Du moins, leur cadre général pourrait être constitué par des principes d'équilibre : un ordre mondial s'appuyant sur deux puissants piliers. Il n'est évidemment pas question de reproduire la bipolarité de la Guerre froide, mais plutôt de souligner l'existence de deux groupes de puissances ayant des axes de développement différents.

L'apparition d'un paradigme à long terme combinant les intérêts russes et chinois en Eurasie continentale a rencontré un rejet ostentatoire de l'Occident. Cela s'est reflété symboliquement dans le refus de tous les dirigeants occidentaux d'assister au défilé militaire organisé à l'occasion du 70^e anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale non seulement à Moscou, ce qui pouvait s'expliquer par le conflit ukrainien, mais également à Pékin, qui n'a rien à voir dans cette affaire.

Le nouveau clivage qui apparaît est loin d'être seulement la conséquence de la crise ukrainienne et du conflit opposant la Russie à l'Occident, bien que ces phénomènes aient joué le rôle de catalyseurs. Le mécontentement vis-à-vis du *mainstream* occidental et de l'ordre mondial qu'il définit n'a cessé de croître depuis le début du siècle, et est passé à un niveau supérieur après la crise de 2008–2009. La formation puis la consolidation progressive des BRICS d'une part, et

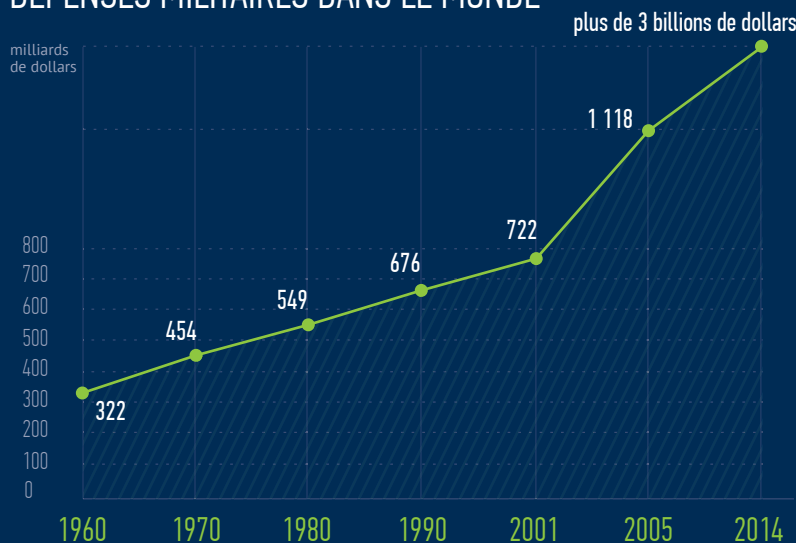
la montée en flèche des votes pour les partis protestataires radicaux ou des politiciens extravagants en Europe et aux États-Unis de l'autre ont montré que ce *mainstream* était de plus en plus contesté. On peut déjà parler de la phase suivante : la légalisation politique globale des modèles de développement alternatifs, aussi bien en Occident qu'en dehors. On constate partout la distanciation du grand public vis-à-vis des élites politiques, un phénomène dont la manifestation extrême est la popularité choquante des idées radicales inhumaines de Daech dans certains milieux non seulement au Moyen-Orient, mais aussi en Europe et en Eurasie.

La hausse de l'importance des projets alternatifs remet au premier plan les idéologies et la lutte idéologique. Depuis la fin de la Guerre froide il y a 25 ans, seuls les pays occidentaux exprimaient un message idéologique alors que les autres ne faisaient que l'entendre ou s'enfermaient dans la combinaison protectrice de la sauvegarde de leurs intérêts et de la *realpolitik*. Mais, aujourd'hui, les tentatives de formuler une réponse idéologique sont flagrantes. D'autant que le nouveau type de confrontation se joue dans une moindre mesure dans le domaine militaire et de plus en plus dans la sphère de l'idéologie et des communications. Il se pourrait que la prochaine décennie apporte une renaissance idéologique.

L'aspiration de l'Occident à substituer des valeurs « communes » aux idéologies stimule la demande d'options alternatives. On est simplement de

LE PRIX DE LA GUERRE

DÉPENSES MILITAIRES DANS LE MONDE



387 milliards de dollars

Coût de la Première Guerre mondiale pour l'humanité

4 milliards de dollars

Coût de la Seconde Guerre mondiale

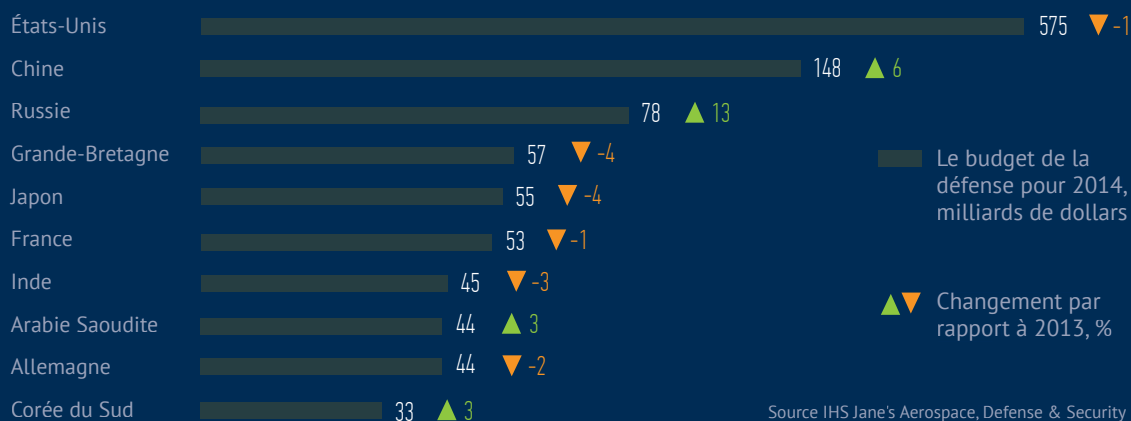
≈ 30 milliards de dollars

Coût de la guerre froide

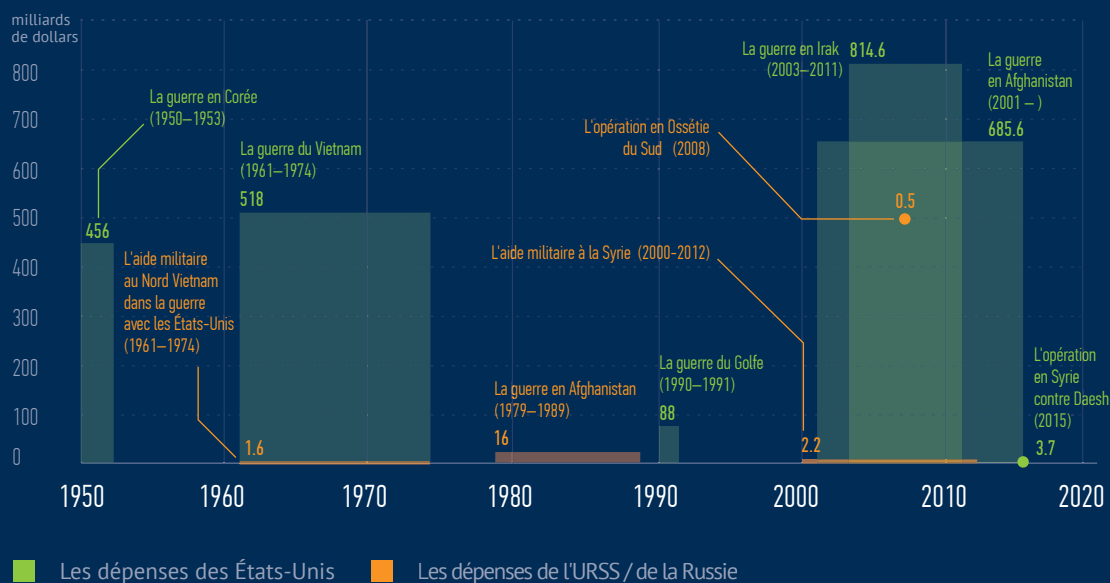
< 14 milliards de dollars

En 2014, le prix de tous les conflits mondiaux était

LES BUDGETS MILITAIRES DES DIFFÉRENTS PAYS EN 2014



LES GUERRES RÉGIONALES AUX 20^E ET 21^E SIÈCLES



plus en plus las du modèle imposé, présenté comme universel. D'autant plus que son efficacité est remise en question. L'incapacité des économies des pays développés à offrir à leurs citoyens le niveau de garanties sociales et de redistribution qui était considéré comme allant de soi il y a quelques années alimente la colère et réactualise le thème de la justice sociale. En plein afflux migratoire sur le sol européen, la question se teinte parfois de xénophobie.

D'un autre côté, les BRICS, qui prennent forme progressivement, redessinent le contexte international. La ligne politique qui émerge dans le cadre de ce groupe commence à être perçue non seulement comme un prolongement de l'idéologie développementaliste, mais aussi comme l'ambition de construire un véritable projet global. Toutefois, la consolidation idéologique du non-Occident n'atteindra jamais le niveau occidental. La communauté atlantique est un exemple unique d'unification des valeurs, alors que les puissances non occidentales soulignent l'importance de la diversité et insistent sur le fait qu'il ne peut y avoir d'indicateurs uniques d'une société et d'un État « modernes », qu'il n'existe pas de dénominateur commun. La seconde version correspond davantage aux conditions d'un monde multipolaire.

Si la confrontation idéologique ne fait encore que se profiler à l'horizon, les profondes contradictions culturelles – et, plus souvent, religieuses – sont déjà flagrantes. La situation s'est significativement compliquée en 2014–2015 avec l'apparition d'un facteur foncièrement différent de la politique mondiale : Daech. L'autoproclamé « État islamique » lance un défi à la civilisation actuelle en tant que telle en reniant ses normes morales et politiques. Bien que la nature globale de la menace émanant de Daech soit reconnue par tous, les recettes et les idées concernant la stratégie pour le combattre ne coïncident pas du tout.

Le président américain Barack Obama, par exemple, a ouvertement mis sur le même plan la menace émanant de la Russie et celle de Daech. Compte tenu de cette ligne de base – même si elle a pu être « atténuée » pour des raisons tactiques afin de régler des tâches courantes concrètes – le facteur du radicalisme et du terrorisme islamique ne permettra pas de rétablir les anciennes règles du jeu « pseudo-consensuelles ». Pis : il ne fera qu'accentuer la division des centres de force. Et les événements tragiques comme les attentats de Paris (qui, malheureusement, se reproduiront certainement dans d'autres régions) ne stimuleront la coopération que pendant une brève période ou pour accomplir une mission ponctuelle.

Une autre mondialisation

Dans un système international de plus en plus fragmenté et pluraliste, un ordre mondial universel dont les valeurs et modèles de développement seraient totalement uniformisés est impossible. Cependant, **dans les conditions d'interdépendance et de perméabilité globale, la « guerre sans règles » et la « guerre de tous contre tous » mèneraient à la catastrophe.** Les premiers symptômes en sont déjà visibles : la grippe économique mondiale (y compris dans l'énergie et les finances), la crise migratoire dans les pays de l'UE, l'expansion de Daech et l'inefficacité des efforts de la communauté internationale pour l'empêcher, les changements climatiques, etc.

L'ordre mondial, de la même manière qu'un État moderne, se distingue par le déséquilibre entre deux principes fondamentaux : la justice et l'efficacité. La combinaison harmonieuse de ces deux principes, souhaitée par certains sur la base des institutions internationales, ne fonctionne pas à cause de l'incompatibilité des institutions avec une réalité changeante. L'efficacité, qu'on pensait pouvoir assurer grâce à une hiérarchie intransigeante, a échoué. Et le simple équilibre des forces ne s'établit plus comme par le passé en raison de la complexité et de la non-linéarité des processus mondiaux et de l'abondance d'acteurs.

La régionalisation progressive de la coopération et de l'intégration économique n'annule pas la mondialisation. Le gage de succès de la plupart des

nouvelles communautés d'États est leur intégration à l'économie mondiale. Les institutions régionales et internationales sont appelées à se compléter. L'établissement d'un équilibre nécessitera d'élaborer des règles de coopération qui permettront aux groupes de pays de gérer efficacement l'interdépendance globale et de coordonner le travail pour lutter contre les menaces et les défis transnationaux.

La mondialisation se double d'une intensification significative des relations, y compris d'intégration, au niveau régional, bilatéral et « mini-latéral » (c'est-à-dire avec un nombre relativement réduit de participants). L'exacerbation de la concurrence, la nouvelle répartition des forces dans le monde et la vulnérabilité générale face à l'environnement extérieur poussent les acteurs clés à transférer leurs efforts précisément au niveau régional et bilatéral, à former un entourage direct favorable –

car on n'y parvient pas au niveau global. Des communautés régionales se forment et contribuent au développement et à la sécurité des pays qui en font partie, notamment de leurs leaders.

Les groupes économiques régionaux s'entrelacent dans des alliances à plus grande échelle, transcontinentales et transocéaniques. Car les groupes régionaux « étroits » ne suffisent pas pour maintenir la compétitivité dans les conditions d'une concurrence mondiale de plus en plus intense. **Les nouvelles « grandes » communautés n'ont pas pour objectif l'intégration des entités qui y prennent part, mais impliquent la mise en œuvre des règles communes en matière de coopération commerciale et économique.** Les unions d'intégration ne se dissolvent pas dans ces communautés, mais s'entrelacent avec elles par la combinaison des modèles et des intérêts.

Vers un nouvel équilibre

La montée du chaos et des phénomènes incontrôlables dans les relations internationales ne pourra pas durer indéfiniment. Comme nous l'avons vu, une nouvelle structure mondiale est en train de se mettre en place, basée sur un équilibre factuel entre deux grands groupes d'États. Ces deux groupes ne sont pas voués à la confrontation : ils maintiendront des relations économiques et humaines étroites, chercheront à contrer ensemble les problèmes et les défis du développement et, parfois même, à combattre ensemble les menaces, notamment anti-systémiques. Tout cela n'exclut pas qu'ils soient tout de même en état de concurrence permanente.

La concurrence est naturelle au regard des différences culturelles et axiologiques insurmontables qui existent entre les différents acteurs, ainsi que des divergences objectives entre leurs objectifs de développement. La phase actuelle des relations entre la Russie et l'Occident pourrait en fait être un pas vers leur normalisation, conformément à la nature concurrentielle des intérêts des parties et grâce à l'abandon de l'imitation (probablement souvent sincère et inconsciente) d'un « partenariat stratégique » qui a échoué.

Géographiquement, ces deux groupes incluront les États-Unis, l'Union européenne et leurs alliés d'une part, et la Chine, la Russie et les pays qui tendent vers elles de l'autre. La base économique sera constituée par deux partenariats océaniques – atlantique et pacifique – et la « combinaison » des projets d'intégration et d'investissement en Grande Eurasie. Le mouvement vers une consolidation relative des communautés a commencé.

Si dans le groupe « occidental », la structure intérieure s'est déjà établie et a peu de chances de changer radicalement, la Russie et la Chine devront en revanche encore sérieusement travailler à la formation d'une union « Est-eurasienne ». En premier lieu, il faudra octroyer un caractère systémique à la coopération au sein de l'Organisation de coopération de Shanghai.

Il ne faut pas s'attendre à ce que le futur modèle de l'ordre mondial soit légitimé par les décisions d'un congrès ou d'une institution internationale. Il y a deux cents ans, tout était plus simple dans une certaine mesure : la guerre servait de critère universel pour « mesurer » la hiérarchie internationale, et la diplomatie était essentiellement un élément de

« décoration ». Les congrès sont possibles quand la répartition des forces et des rôles des participants est claire, quand les vainqueurs (sages comme en 1815 ou dotés seulement d'une vision à court terme comme en 1919 ou en 1991) et les vaincus sont connus. **Aujourd'hui, le nouvel ordre n'est pas érigé sur les ruines de l'ancien mais « éclot » progressivement du chaos dialectique de la coopération et de l'interdépendance.**

Le nouvel ordre en gestation ne pourra être basé sur un rapport entre vainqueurs et vaincus. Les vainqueurs de la Guerre froide ne vont pas s'asseoir à la table des négociations avec ceux qui désapprouvent ses résultats. Encore ivre du sentiment de sa force indiscutable, de sa justesse morale et de sa politique totale dont il a joui à la fin du XX^e siècle, l'Occident ne reconnaîtra jamais l'égalité des autres – aussi bien sur le plan idéologique et moral que politique. Il s'opposera à l'institutionnalisation d'une nouvelle structure du système international. Mais il est aussi impossible de revenir dans les années 1990, qui furent si glorieuses pour l'Occident. Les relations au sein et autour de la « zone grise », qui regroupe la plupart des pays d'Amérique latine, d'Afrique, d'Asie du Sud et du Sud-Est, voire d'Europe de l'Est, constitueraient alors un défi pour la sécurité internationale.

Le nouvel équilibre global ne reproduira pas, non plus, le cadre propre à la Guerre froide. Ce dernier était tellement unique pour l'histoire de l'humanité qu'il a peu de chance d'être reproduit, même sous une forme qui y ressemblerait un minimum. Ses principales particularités n'étaient pas la confrontation idéologique entre deux camps, mais l'absence d'interconnexion et d'interdépendance, la division physique du monde. Jamais, jusque-là, la civilisation n'avait vécu une telle situation et il ne faut pas s'attendre à ce que cela se reproduise à terme.

Dans le cadre de l'équilibre en formation, l'humanité conservera probablement la possibilité d'une libre circulation des hommes, des marchandises et des capitaux. De plus, si les efforts visant à créer de nouvelles institutions financières et unions d'intégration internationales se révélaient fructueux, la possibilité de contrôle global n'en serait que renforcée. Les gouvernements et les compagnies privées pourraient choisir ce qui stimule la concurrence des institutions chargées de

gérer ce nouvel ordre et les rend plus viables. Dans un certain sens, le futur système sera à l'opposé de celui de la Guerre froide et de celui qui ne s'est pas mis en place après celle-ci. Il se caractérisera par une flexibilité et une variabilité maximale en réaction à l'impossibilité de fixer quelque chose fermement.

Les deux groupes continueront d'entrer périodiquement dans des conflits hybrides plus ou moins intenses. Le « grand jeu » global se déroulera aussi bien dans les espaces géographiques de la « zone grise » que dans les espaces médiatiques, technologiques et mondialisés de l'activité humaine. Cependant, ni les attaques cybernétiques auxquelles se livrent déjà les principales puissances, ni les campagnes médiatiques ni les intrigues diplomatiques ne conduiront à la rupture des liens économiques et humains. Pas plus, d'ailleurs, que d'éventuels transferts de territoires qui pourraient devenir inévitables au vu des nombreux litiges territoriaux et de l'érosion de la base juridique internationale. Dans de nombreux cas, le transfert ou la sécession de territoires serait compensé par la préservation de l'ouverture économique.

Les sanctions et les contre-sanctions, ouvertes et implicites, deviendront une pratique courante. **Dans les conditions d'un rejet factuel des règles universelles du commerce international (l'OMC se transforme en organisme de façade) les restrictions mutuelles sont une norme des relations entre les grands blocs économiques et d'investissement.** La dissuasion nucléaire globale continuera de restreindre l'ampleur des conflits, empêchant qu'ils dégénèrent en affrontements armés. Le travail diplomatique effectué pour contrôler l'ampleur de l'escalade des conflits inévitables deviendra un aspect primordial de l'activité des structures consultatives internationales, telles que le Conseil de sécurité des Nations Unies. Les plateformes informelles, comme le G20, pourront être considérées comme analogue du Conseil de sécurité en matière économique. Et étant donné que la légitimité du Conseil de sécurité des Nations Unies sera très probablement remise en question à cause d'une représentativité limitée, l'ordre du jour du G20 pourrait également s'étendre aux questions politiques. D'autant qu'il devient impossible de séparer l'économie de la politique, et qu'en cas de collision entre les motifs politiques et l'utilité économique les premiers prennent le plus souvent le dessus.

SANCTIONS

Types de sanctions:



Sanctions financières



Sanctions commerciales



Le gel des actifs du pays
(il est appliqué dans une situation de guerre ou de grave conflit international)



L'interdiction d'entrée dans le pays pour les particuliers



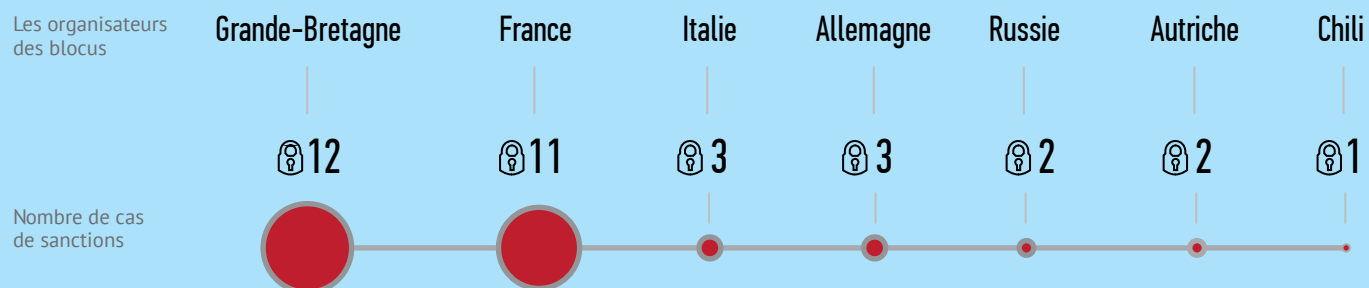
Le gel des avoirs des personnes



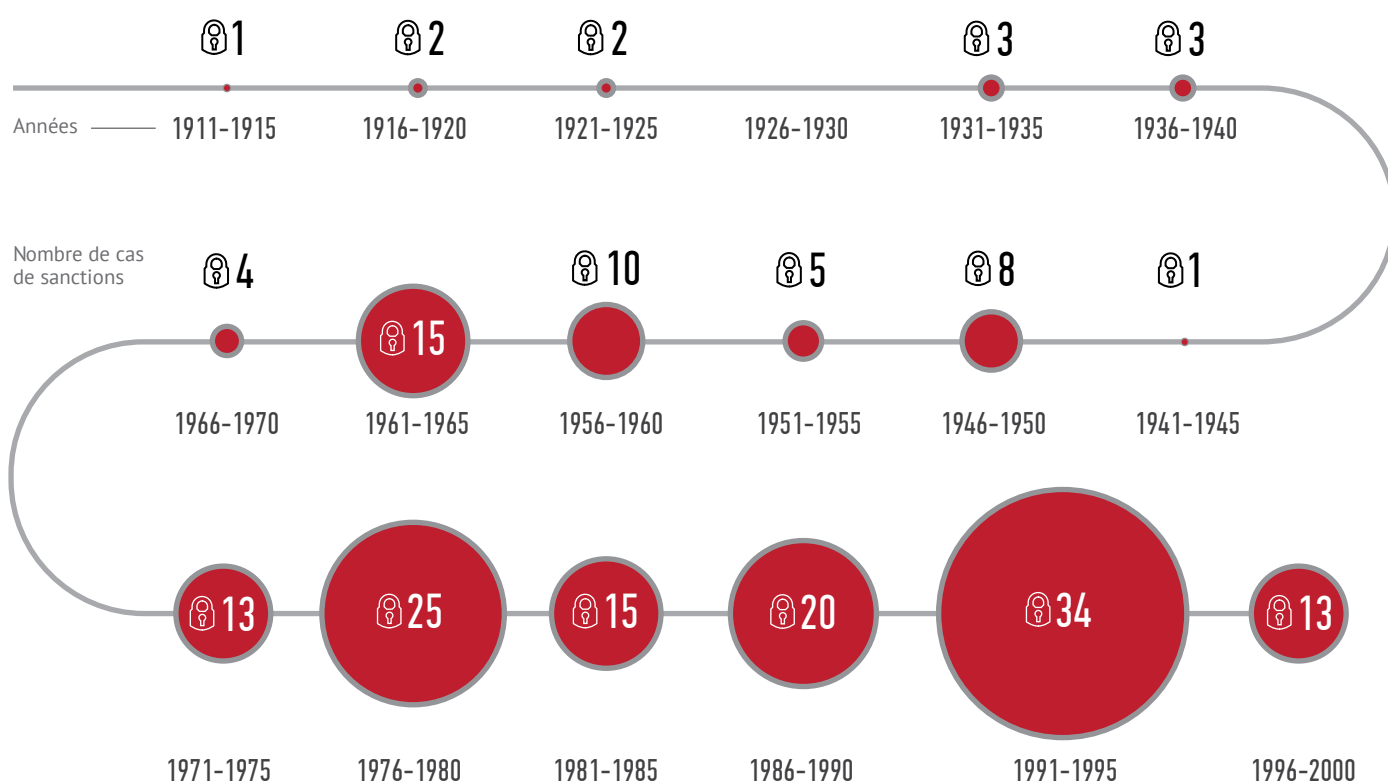
Régulation artificielle des prix des matières premières, des taux d'intérêt sur les marchés financiers, des taux de change sur les marchés monétaires

La dynamique de sanctions économiques au XIX^e siècle

XIX^e siècle : Blocus maritimes. 21 blocus ont été enregistrés de 1827 (le premier blocus naval connu) à 1914 contre l'Argentine, la Colombie, le Mexique, le Panama, le Portugal, les Pays-Bas, le Salvador et la Turquie



Les sanctions au XX^e siècle



Les sanctions internationales actuelles



Sanctions commerciales



Limitations technologiques



Limitations dans le secteur de l'énergie



Sanctions financières



Interdiction de la fourniture de matières radioactives



Interdiction de la fourniture d'armes



Interdiction de l'entrée des personnes



Gel des avoirs des personnes



Interdiction d'entrée dans le pays pour les particuliers



Interdiction de l'exportation de matières premières



Sanctions contre les entreprises de défense



Interdiction de l'importation de marchandises

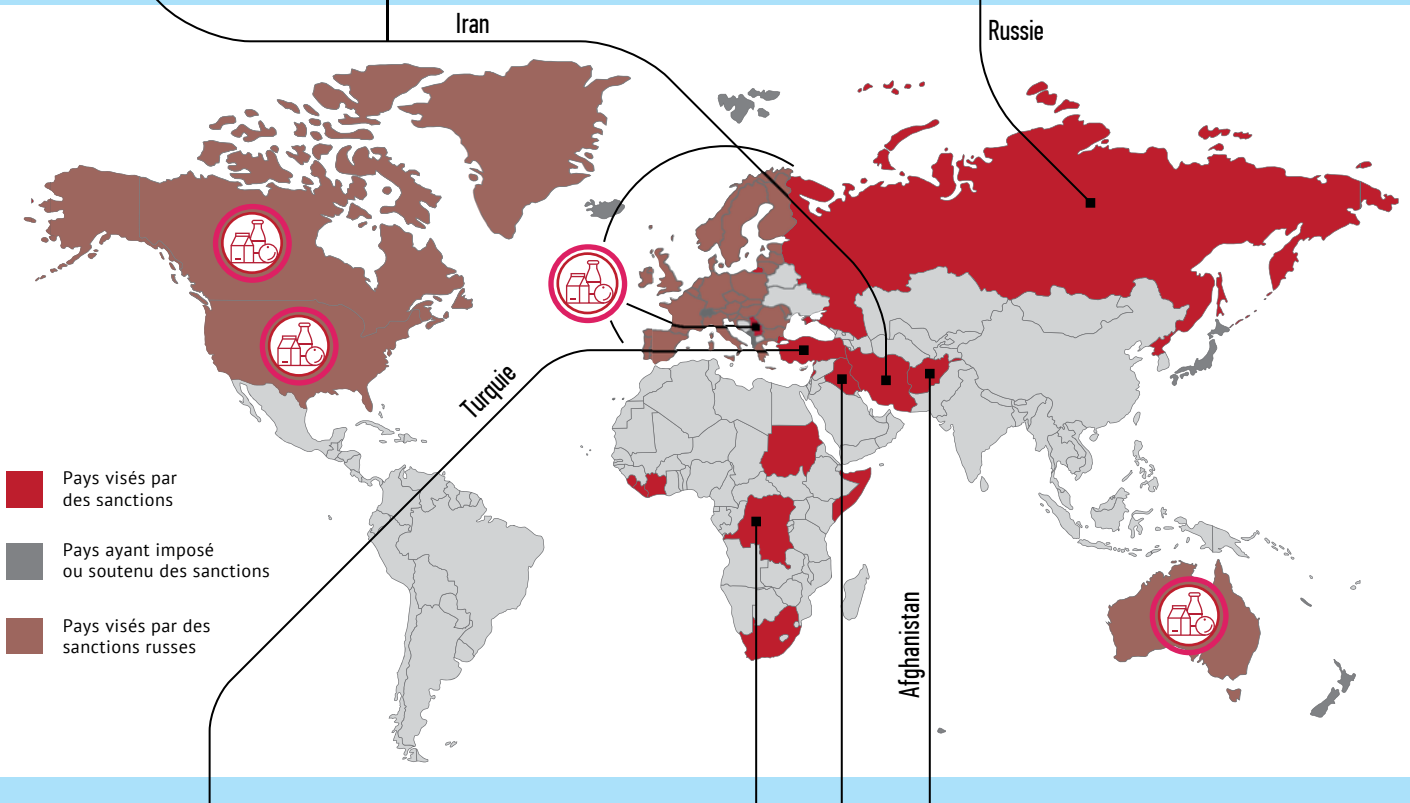


Interdictions relatives à la propriété privée



Suspension des systèmes de paiement (Visa, MasterCard)

Liste complète des pays qui ont imposé des sanctions contre la Russie: Albanie, Australie, Canada, Islande, Japon, Liechtenstein, Moldavie, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Suisse



Interdiction de l'exportation de denrées alimentaires



Suspension du régime sans visa



Suspension de « South Stream » projet



Refus de l'emploi pour les citoyens de la Turquie



Interdiction sur les activités des sociétés turques en Russie



Interdiction de la fourniture d'armes



Interdiction de la fourniture de matières radioactives



Interdiction de l'entrée des personnes



Sanctions financières



Initiateurs de sanctions: l'UE



Initiateurs de sanctions: Nations Unies



Initiateurs de sanctions: Russie



Initiateurs de sanctions: États-Unis

À ce jour il y a des sanctions de l'ONU contre l'Afrique du Sud, la Corée du Nord, la Côte d'Ivoire, le Liban, le Liberia, la Sierra Léone, la Somalie et le Soudan

Sources: kremlin.ru, www.government.ru, gazeta.ru, ria.ru, tass.ru

De toute évidence, **les relations au sein de chaque groupe seront bien moins hiérarchisées que nous pouvons le supposer en nous appuyant sur l'expérience de la Guerre froide**. L'élaboration de décisions et d'une politique n'est possible qu'en conciliant les intérêts, et non par des diktats. Il existe des prémisses objectives à cela. Malgré toute leur puissance économique et militaire, les États-Unis ne sont pas intéressés par une coercition primitive. En comparant les événements de 2003 et de 2014–2015, on constate que le compromis est plus efficace et facile que le passage en force. Il est encore plus naturel de chercher un compromis mutuellement bénéfique au sein de l'axe Moscou-Pékin-leurs alliés, où la puissance économique chinoise s'associe harmonieusement à la puissance militaire russe.

Une autre particularité majeure des deux groupes est qu'aucune des contradictions qui les traversent n'est objective, profonde ou antagoniste. Ces contradictions n'émanent pas des besoins de développement de certains pays en particulier.

Les objectifs de développement de la Russie ne nécessitent pas de conflit avec la Chine pour le contrôle l'Asie centrale, et inversement. Les deux grandes puissances cherchent, dans leur voisinage commun, différentes ressources et possibilités : la main-d'œuvre dans un cas, l'espace pour une expansion d'investissement dans l'autre. Sachant que la Russie et la Chine veulent toutes deux la sécurité régionale et la stabilité des régimes politiques. Et plus la Chine investira dans sa Route de la soie, plus sérieuse sera la question de la sécurité sur son tracé. Et seule la Russie pourra garantir cette sécurité en Asie centrale.

L'Europe n'est pas un concurrent pour les États-Unis, mais l'allié le plus proche économiquement et en termes de valeurs. Les États-Unis et l'UE souhaitent refréner d'autres centres de force et conserver leurs possibilités de monopole en Afrique, en Amérique latine et, en partie, en Asie.

Réduire la recherche d'un équilibre à la dichotomie Occident – non-Occident est probablement une simplification car le clivage culturel et idéologique sera certainement mouvant, tout comme l'ensemble du système international. Il est plutôt question d'une aspiration de l'Occident à préserver et à renforcer sa position de leader dans le système international, qui stimulera la volonté des autres à accéder au même niveau.

Aujourd'hui, nous assistons au début de la formation du nouveau système. Sa mise en place prendra beaucoup de temps. On peut s'attendre à des décrochages et à des périodes de confrontation dure, tout comme à des périodes de rapprochement temporaire pour combattre des menaces comme Daech. Mais **les aggravations politiques internationales deviendront peu à peu la norme et ne seront plus perçues comme le début de la « fin du monde »**. Ce fut le cas de toutes les guerres jusqu'en 1945. À plus long terme, le nouvel équilibre créera les conditions d'une unité globale plus solide, basée sur l'impossibilité de la domination d'un des groupes et sur l'union de tous contre la montée en puissance de menaces anti-systémiques émanant de forces déterminées à détruire toutes les normes et règles existantes (Daech en est l'archétype). C'est pourquoi le tableau décrit ci-dessus se présente aujourd'hui comme le plus plausible, naturel et souhaitable. Et c'est lui qui correspond à la « voie de la paix », certes imparfaite mais suffisamment stable et évitant les extrêmes.

Léon Tolstoï pensait que l'Histoire mondiale était « l'histoire de tous les individus, sans exception, qui ont pris part à un événement ». Cette réflexion est plus juste que jamais aujourd'hui. La transparence des frontières, l'accessibilité des technologies, la propagation partout de la démocratie comme forme de structure sociale et la domination totale des communications permettent pratiquement à chacun d'influencer le processus historique. C'est pourquoi ce dernier devient de moins en moins prévisible. Ce n'est pas une raison pour s'en remettre au hasard : les enjeux sont trop importants.

« Pour l'histoire comme pour la théologie, l'éthique et la philosophie, il n'existe pas de secret insoluble sur l'union des deux contradictions que sont la liberté et le besoin. L'Histoire perçoit la notion de la vie de l'homme où l'union de ces deux contradictions s'est déjà accomplie », écrivait Tolstoï. Cette affirmation est d'autant plus pertinente aujourd'hui que, coup sur coup, plusieurs tentatives de faire rentrer les événements dans tel ou tel cadre dogmatique ont échoué. Le rôle des dirigeants, des États, des communautés consiste à comprendre les limites du possible et les frontières de l'inacceptable afin de définir dans ce cadre le système des relations le moins risqué.



#Valdaiclub



Valdai Club



Valdai International
Discussion Club

www.valdaiclub.com

valdai@valdaiclub.com

ISBN 978-5-906757-20-3



9 785906 757203



Council on Foreign and Defense Policy



Russian International
Affairs Council

